

Ensemble de Danses Rondinella, en abrégé : " Rondinella "

1050 Bruxelles

STATUTS ***

Publié le : 1999-08-26 N. 012225

Numéro de l'association : 1222599 No TVA ou no entreprise : 466645521

Entre les soussignés, tous de nationalité belge, il est constitué une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921, et régie par les dispositions suivantes :

TITRE Ier. -- Dénomination, siège social, durée

Article 1er. L'association est dénommée : "Ensemble de Danses RONDINELLA", en abrégé "RONDINELLA". Cette dénomination immédiatement suivie du qualificatif "a.s.b.l." sera mentionnée sur tous les actes et pièces émanant de l'association.

Art. 2. L'association a établi son siège social Rue Jean d'Ardenne, à 1050 Ixelles. Il peut être transféré par décision du conseil d'administration, dans tout autre lieu de cette agglomération. Ledit conseil peut organiser par ailleurs un bureau pour assurer le fonctionnement de l'association. Toute modification du siège social doit être publiée dans le mois de sa date, aux annexes au Moniteur belge.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. Elle peut en tout temps être dissoute. L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'association qu'en se conformant aux dispositions de l'article 20 de la loi du 27 juin 1921.

TITRE II. -- Objet

Art. 4. L'association a pour objet toute activité de recherche et de promotion de la danse historique et traditionnelle, la recherche et la réalisation musicales et chorégraphiques, et l'enseignement et la formation en lien avec cette activité.

Pour réaliser ses objectifs, l'association pourra engager du personnel qualifié, acheter, vendre, prendre et donner à bail et posséder tous biens, meubles et immeubles, et installations accessoires à la réalisation de son but, accepter, moyennant les autorisations requises par la loi, des libéralités entre vifs ou testamentaires et, généralement, accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. L'exclusion de tout esprit de lucre n'empêchera pas l'association de pouvoir chercher, dans les limites autorisées par la loi, les avantages matériels accessoires indispensables à l'association, pour lui permettre de vivre et d'atteindre son but plus élevé moralement.

TITRE III. -- Des membres

Art. 5. Les membres qui, par leur activité, concourent à la réalisation de l'objet social possèdent un droit de vote aux assemblées générales. Leur nombre ne peut être inférieur à trois.

Art. 6. Le conseil d'administration fixe annuellement la cotisation; elle ne pourra dépasser 5000 francs.

Art. 7. Les membres sont libres de se retirer de l'association en tout temps, en adressant leur démission au conseil d'administration.

TITRE IV. -- Du conseil d'administration

Art. 8. Le conseil, composé de trois membres au minimum, de six au maximum, élit en son sein un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ces administrateurs sont élus pour une période d'un an par l'assemblée générale ordinaire. Ils sont rééligibles.

Art. 9. Le conseil ne peut statuer que si la majorité de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix; quand il y a parité des voix, celle du président en fonction est prépondérante.

Art. 10. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment acquérir, aliéner, prendre ou donner à bail tous les biens

meubles ou immeubles, effectuer toutes les opérations bancaires. Le conseil peut déléguer ses pouvoirs à un autre membre.

Art. 11. Le conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un administrateur délégué choisi parmi ses membres.

Art. 12. Les actes autres que de gestion journalière ainsi que ceux portant sur des engagements supérieurs à BEF 20 000 sont signés, à moins d'une délégation spéciale du conseil, par le président et un administrateur, lesquels n'auront pas à justifier leurs pouvoirs à l'égard des tiers.

Art. 13. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le conseil, poursuites ou diligentées par le président ou l'administrateur délégué.

TITRE V. -- De l'assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale des membres est le pouvoir souverain de l'association. L'assemblée générale ordinaire a pour compétence : la nomination et la révocation des administrateurs, l'approbation du budget et des comptes, les modifications aux statuts, la dissolution volontaire de l'association ou toute autre décision qui ne relève pas de la compétence du conseil d'administration. Les modifications des statuts se feront conformément à l'article 8 de la loi du 27 juin 1921.

Art. 15. L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois l'an au cours du premier trimestre. Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du conseil d'administration, ou à la demande d'un cinquième des membres.

Art. 16. L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un autre administrateur élu par l'assemblée. L'assemblée est valablement constituée à condition qu'un tiers au moins des membres soient présents ou représentés. Tout membre dispose d'une voix. Les résolutions sont prises à la majorité des deux tiers des voix. Ceux qui s'abstiennent au vote sont considérés comme n'étant pas présents pour le calcul des majorités. Les membres peuvent se faire représenter aux assemblées par d'autres membres. Chaque membre ne peut être porteur que d'une procuration.

Art. 17. Les convocations sont adressées par simple circulaire dans un délai raisonnable. L'ordre du jour de l'assemblée y est joint. Aucune résolution ne peut être prise en dehors de l'ordre du jour, sauf accord de l'assemblée.

TITRE VI. -- Dispositions diverses

Art. 18. L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Le 31 décembre de chaque année, et pour la première fois au 31 décembre 1999, les livres seront arrêtés et l'exercice clôturé.

Art. 19. En cas de dissolution, le liquidateur désigné par l'assemblée donne à l'actif net de l'association l'affectation déterminée lors de l'assemblée de dissolution.

Art. 20. Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales en la matière.

Art. 21. Sont nommés pour la première fois administrateurs, et se désignent entre eux comme président : Mme Louise FLAGEL, comme vice-président : M. Christian WIJNANTS, comme secrétaire : Mme Irène WATERSHOOT, comme trésorier et administrateur délégué : Mme Jacqueline DE GRAVE.

Fait à Bruxelles, le 27 février 1999.

(Signé) Philippe BALLINGER, Claudine DELAUNOY, Jacqueline DE GRAVE, Marie-Antoinette DORANGE et Luc VANDER- HASTEN, Jean-Marie FALISSE, Louise MATLET, Marie-Claire GOOSSENS et René GIERNACKI, Christel DESMET et Guy GLANSDORFF, Micheline NEUJEAN, Stéphan KOHN, Christiane PIETERHONS et Gérald LENAERTS, Marco QUERCIG, Monique BRASSAC et Guillaume SEGHERS, Jacques

TAMINE, Nicole VAN ZEEBROECK, Jean-Claude VERMOESEN, Irène
WATERSCHOOT, Christian WIJNANTS.